



SELEZIONE STAMPA
(A cura dell'Ufficio stampa Uisp)

27-05-2008

ARGOMENTI:

- Vivicittà su " En Plein Air" definita la corsa internazionale della solidarietà e tutela ambientale
- Sport e doping: a Roma il convegno "Lo sport per la vita e non la vita per lo sport"
- Federazione irachena sospesa dalle competizioni di Pechino e a Roma divieto di stadio per 5 tifosi (2 artt.)
- Sport e disabilità: Bologna inaugura il nuovo centro di ricerca e formazione
- Prossima la sperimentazione della tessera per i tifosi di prima classe
- La Federnuoto: no ai supercostumi nelle gare giovanili
- Le proposte dei politici italiani per tutelare i minori sull'agenzia Ansa (2 pagg.)

Vivicittà : Courir le monde et vivre la ville

«JE COURS AVEC LE

Aujourd'hui la

Vivicittà est Par Claire Gil et Emmanuelle Oulaldj

devenue une course internationale simultanée dans plusieurs villes du monde, dont 7 en France. Une compétition différente ou chercher son propre dépassement en vivant le monde avec les autres. En France, l'opération ne se limite pas à la course à pied de 12 km. Chaque site propose plusieurs distances à courir et organise des initiations. Chacun trouve donc sa place et progresse à sa mesure. Visite de 2 des villes françaises organisatrices de l'édition 2008 : Vieux-Condé et Saint-Ouen.

Vieux-Condé, dimanche 13 avril. Malgré les vacances scolaires et alors que le mythique Paris-Roubaix s'élançait sur les pavés, ils étaient 300 coureurs à s'engager sur les 7 parcours (*), dont le fameux 12 km, organisés dans le cadre de la Vivicittà et orchestré pour la 5^e fois par l'équipe du club ALC (Athlétisme Loisir Compétition) de Vieux-Condé. Depuis l'année dernière, cette course en faveur de la paix et de la solidarité débute dans la cité de «la Solitude» pour finir dans un des anciens quartiers de mineurs. Le choix de ce parcours vise à retisser du lien entre les habitants qui se croisent sans jamais vraiment se rencontrer. Frank Agah, directeur du centre social et adjoint à la vie de quartier et à la jeunesse, partage cette idée : «Les gens du quartier, curieux, sortent de chez eux ou se mettent aux fenêtres pour voir ce qui se passe. C'est déjà un premier pas.»

Ambroise, président de l'ALC, est lui aussi très sensible à l'implantation de cette course : «Si depuis l'année dernière nous avons tenu à ce que la Vivicittà se déroule dans ce quartier c'est avant tout pour aller à la rencontre de la population et non l'inverse. Beaucoup d'enfants vivent dans cette ancienne cité minière. Il faut susciter leur intérêt, ne pas les laisser oisifs et ne penser qu'il n'y a que la télé pour s'occuper.» Les conditions de cette mobilisation ? «Nous pensons favoriser la participation des gens de la cité à la Vivicittà en leur expliquant les valeurs qu'elle défend en les invitant à une journée d'animation et en organisant une marche, incarnant l'esprit de la FSGT, suivie d'un pique-nique et d'animation sportive.»

POUR QUI LE SPORT RESTE UN LUXE

Nicolas Carlier, premier au 12 km dans la catégorie senior homme (en 39:43 minutes), explique : «cette course change de l'esprit de rivalité entre les compétiteurs. Comme on se connaît pratiquement tous, il y a beaucoup de solidarité sur le parcours. Je partage complètement l'esprit de cette course. Il m'arrive d'ailleurs de participer à des événements organisés par le Mrap [Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples], qui, lui aussi défend des valeurs un peu chahutées en ce moment.» L'adéquation de la Vivicittà aux valeurs qu'elle porte tient à la dimension populaire de la course à pied telle qu'elle se vit à la FSGT. La recherche du plaisir, de la convivialité et

d'une pratique solidaire sans rivalité en sont les pivots. Thérèse Trotin, élue au sport à Vieux-Condé, abonde dans ce sens : «La Vivicittà apporte la promotion du sport dans les quartiers. Ce n'est pas étonnant que cette initiative soit portée par la FSGT dont le cordon ombilical est la dimension ouvrière.»

Autre élément d'importance : le caractère international

Une course internationale de la solidarité à Saint-Ouen

Dimanche 30 mars, malgré la pluie, près de 600 participants et six délégations étrangères, se sont donnés rendez-vous au Parc Abel Mézières de Saint-Ouen pour le départ de la Vivicittà organisée par la FSGT du 93, l'Usma Saint-Ouen et la ville de Saint-Ouen.

Cette course internationale, placée sous le signe de la paix et la solidarité, était ouverte aux enfants, aux familles, aux spécialistes ou non, ainsi qu'aux handicapés grâce à différentes formules : un 12 km ou un relais de 4 km. En courant, en marchant ou en roller... à chacun son rythme.

Des footballeurs algériens, des formatrices omnisports palestiniennes et des coureurs irlandais invités par la FSGT, ainsi que des anglais, italiens et russes invités dans le cadre du jumelage avec la ville, ont tous joué le jeu d'aller au bout de la course.

Les 80 enfants participants et les plus grands étaient également invités à fabriquer des grilles de papier, symboles japonais de la paix et du désarmement nucléaire. Les guirlandes constituées seront ensuite emportées par une délégation de la FSGT au Japon à l'arrivée du relais de la paix reliant Hiroshima et Nagasaki en août prochain.

Henri Lelorrain, élu aux sports de la mairie de Saint-Ouen

«Pour ma première Vivicittà, j'ai décidé de courir pour le Tibet. Je ne manifeste pas pour le boycott des Jeux, car la question est plus compliquée, mais je veux montrer ma solidarité avec le peuple tibétain qui souffre de violentes répressions.»

Sonia Levillain, responsable de la section plus de 50 ans de l'Usma

«C'est la 5^e fois que notre section participe à la Vivicittà. Au départ, une douzaine de personnes pour être signaleurs sur le parcours. Aujourd'hui, comme la ville met à disposition du personnel communal, nous sommes 22 pour une marche de 4 km.»

de la Vivicittà. A la tribune de remise des récompenses, Mounia Mahfoufi, responsable fédérale, met l'accent sur ce point : «Des milliers de personnes participent au même événement dans leur pays. Ainsi, l'esprit de cette compétition hors du commun se transmet. Il y a quelques années la Vivicittà s'implantait à Sarajevo alors que la guerre dans les Balkans battait son plein. En 2002, alors que l'embargo contre l'Irak se renforçait et avant que la guerre ne soit déclarée, une course Vivicittà s'organisait. Il en fut de même en 2003 en Palestine en pleine Intifada. En mai prochain, à Beyrouth au Liban, aura lieu la première course Vivicittà. Le voilà l'esprit Vivicittà dans toute sa puissance : aller vers les peuples, vers les populations pour qui le sport reste encore un luxe.» L'organisation de la Vivicittà et des championnats de France de cross FSGT passés, nos amis du Nord sont déjà dans les starting-block. Le 8 mai prochain ils seront 3000 à participer au championnat de France FSGT des 10 et 21 km sur route organisé par l'office municipal des sports de Trieth-Saint-Léger, le club olympique triethois, la municipalité et des centaines de bénévoles. ■

En Italie, on court pour l'environnement

En Italie, 70 000 personnes ont pris le départ de la Vivicittà organisée le 6 avril dans 40 villes. Tous ont couru sous le signe de la solidarité et de la défense de l'environnement.

Solidarité notamment avec le peuple roumain. Au départ du parcours de Rome, on pouvait voir une grande banderole aux couleurs de l'Italie et de la Roumanie avec comme slogan «Le Sport pour tous au service de l'intégration et de la tolérance».

En outre, dans treize villes dont Pise, Florence, Parme, Livourne ou encore Milan, la Vivicittà a pris place dans l'enceinte même de prisons permettant ainsi aux jeunes mineurs de courir, mais surtout de s'investir en amont dans un projet commun d'organisation.

Enfin, environnement et développement durable étaient au cœur de l'organisation. Toutes les villes ont respecté les modalités d'organisations pour «un faible impact environnemental» - en respectant notamment le tri sélectif avec du matériel de promotion recyclable.

SPORT " EN PLEIN AIR "
MARS 2008

CONVEGNO A ROMA PER TUTELARE LA SALUTE DEGLI ATLETI

«Contro il doping serve una squadra unita»

ROMA - «Abbiamo la responsabilità sugli uomini prima che sugli atleti»: Maurizio Casasco, presidente della Federazione Medico Sportiva Italiana, ha introdotto così un convegno al Centro dell'Acqua Acetosa a Roma. «Lo sport per la vita... non la vita per lo sport» il titolo dell'iniziativa, cui hanno preso parte personalità del mondo scientifico e sportivo, tra cui il presidente federale Giancarlo Abete. Moderatore il vicedirettore del Corriere dello Sport-Stadio, Sergio

Rizzo, il convegno ha avuto due momenti centrali, nell'ottica della lotta al doping e nell'educazione a uno sport pulito. Al primo, «*Letica nell'attività sportiva*», hanno partecipato anche l'ex ct azzurro Marcello Lippi («*contro il doping come una squadra compatta*»), il generale Saverio Cotticelli («*serve un sistema integrato per battere il doping*»), comandante del Nas, Gabriele Petrolito, vicepresidente FMSI e Alfonso De Nicola, medico sociale del Napoli e vice-

presidente LAMICA (Libera Associazione Medici Italiani del Calcio).

Nella seconda parte del convegno, voluto da Enrico Castellacci, presidente LAMICA, e Carlo Tranquilli, medico FIGC, si è affrontata «*La tutela della salute dei calciatori*». Tra gli argomenti, l'eccessivo numero di partite in stagione, che mette a rischio l'integrità degli atleti: lo ha ricordato anche il professor Piero Volpi, medico AIC ed esperto di doping.
a.fan.

CORRIERE DELLO SPORT

24/05/08

FIFA

Iraq, sospesa attività

ZURIGO ● Il Comitato Esecutivo della Fifa ha sospeso la Federazione irachena dalle competizioni internazionali. Una decisione che potrebbe lasciare i campioni d'Asia fuori da Pechino. La misura è arrivata dopo la decisione del governo di Baghdad di sciogliere il Comitato olimpico nazionale e le sue federazioni sportive, per presunte appropriazioni di fondi pubblici.

SCONTRI ROMA-INTER

Divieto di stadio per cinque tifosi

ROMA Giustizia lambì dopo i fatti del sabato sera prima di Roma-Inter. I provvedimenti nei confronti dei cinque giovani arrestati sono stati presi lunedì mattina. Il giudice onorario Francesco Patrono ha confermato l'arresto per Davide Loreti, Roberto Girolamo, Emiliano Bini, Daniele De Santis e Yuri Cefalo, imputati di resistenza a pubblico ufficiale, lesioni, porto di armi improprie e violazione delle leggi sulle armi. Confermato l'arresto. Il giudice ha disposto la scarcerazione imponendo ai tifosi il divieto di stadio per un anno. È scattato anche l'obbligo di presentarsi al cinque di presentarsi nei posti di polizia mezz'ora dopo l'inizio di ogni partita e mezz'ora dopo l'inizio del secondo tempo per firmare il registro dei sorvegliati.

CA LA TIETA
DE LUO SPORT
27/05/08

DISABILITÀ

14.1926/05/2008

Sport e disabilità, a Bologna apre il Centro regionale di ricerca e formazione

L'iniziativa coinvolge Ausl, università e le sede locale del Comitato italiano paralimpico. Il protocollo istitutivo siglato il 29 maggio all'interno di "Exposanità 2008"

BOLOGNA - Arriva il Centro regionale di ricerca e formazione su sport e disabilità che vede coinvolti l'Ausl di Bologna, l'Università e le sede locale del Comitato italiano paralimpico (Cip). Il protocollo istitutivo il nuovo centro emiliano-romagnolo, il primo in Italia a livello regionale dopo quello nazionale a Roma, verrà firmato giovedì 29 maggio durante il convegno "Sport, turismo e disabilità" che si terrà all'interno di "Exposanità 2008", la sedicesima mostra internazionale al servizio della salute in programma in fiera a Bologna dal 28 al 31 maggio che ospiterà anche esibizioni e prove di hockey in carrozzina, torball, calcetto e basket per disabili, judo, hadbikes, arrampicata sportiva, golf e scherma in carrozzina, oltre a presentare le nazionali paralimpiche di tiro a segno e tiro con l'arco (www.senaf.it/exposanita). Il Centro regionale di ricerca e formazione su sport e disabilità verrà ospitato a "Corte Roncati", il polo multifunzionale sulle disabilità di Bologna sede anche del Centro regionale ausili, mentre per gli sport invernali le basi operative saranno la struttura di Montecreto (vicino al comprensorio del Cimone sull'Appennino modenese) e quella di Pianaccio (all'interno del parco del Corno alle Scale), pronte tra un paio d'anni.

Il Cip organizza corsi per istruttori sportivi da sempre. L'obiettivo del nuovo centro sarà quindi quello di "avere un unico referente istituzionale a livello regionale per ampliare sia la parte di formazione medico sanitaria sia la parte di ricerca universitaria e per produrre di conseguenza pubblicazioni, libri e materiali sull'argomento", ha spiegato Giovanni Preiti, presidente del Comitato italiano paralimpico di Bologna, oggi in conferenza stampa. "La formazione sarà rivolta non solo agli istruttori ma anche a educatori, tecnici della riabilitazione e insegnanti di sostegno nell'ottica, almeno all'inizio dei corsi, del prestito professionale", ha continuato Giancarlo Marostica, direttore del programma "Tutela delle persone con disabilità" dell'Ausl di Bologna. E dopo quello per maestri di sci tenutosi quest'inverno, che ha visto collaborare tra loro la Fondazione per lo sport Silvia Rinaldi, l'Azienda Usl di Bologna, il Cip dell'Emilia-Romagna e le Province di Bologna e Modena, "il prossimo corso targato nuovo Centro regionale di ricerca e formazione partirà in autunno e riguarderà l'equitazione", ha aggiunto Marostica.

Dopo la firma del protocollo, "verrà costituita una commissione per valutare le esigenze e le priorità del territorio", ha detto Gianni Scotti, presidente del Cip emiliano-romagnolo. Il nuovo Centro regionale di ricerca e formazione su sport e disabilità - che "dal punto di vista economico cercherà di non pesare sui budget ordinari dei tre enti coinvolti mentre per gli altri progetti cercherà dei finanziamenti ad hoc", ha precisato Marostica - si va ad aggiungere alle altre iniziative bolognesi in materia di disabilità. L'assessore provinciale allo Sport e al turismo Marco Strada ha ricordato infatti che il 7 giugno inaugurerà il nuovo centro velico di Camugnano, completamente accessibile, che presto sarà pronta la pista di atletica del Centro protesi Inail di Vigorso di Budrio e che a breve verrà acquistato un pulmino per il trasporto degli atleti disabili. L'assessore Strada ha ricordato inoltre "le due postazioni di pesca sul canale della Lorgana a Molinella, prive di barriere architettoniche, e gli oltre 800 mila euro finanziati in tre anni (750 mila dalla Fondazione Carisbo e 120 mila dalla Provincia di Bologna) per mettere a norma gli impianti sportivi e acquistare ausili tecnologici". (mt)

© Copyright Redattore Sociale



Stampa questo articolo

Tifosi di 1ª classe Arriva la tessera

La prossima stagione al via la sperimentazione in A e B
Per i titolari nessuna restrizione e ingressi preferenziali

MAURIZIO GALDI

ROMA ● «Consentire che, ai titolari di tessere, salvo diversa specifica determinazione dall'Osservatorio nazionale sulle manifestazioni sportive, non si applichino le eventuali restrizioni alla vendita dei biglietti». A questo in sintesi servirà la «tessera del tifoso» che ieri è stata ufficialmente presentata all'Istituto superiore di polizia dal presidente dell'Osservatorio Felice Ferlizzi e dal segretario Roberto Massucci.

Quando parte Dalla prossima stagione calcistica comincerà la «sperimentazione» da parte delle società che sono già in dirittura d'arrivo. Innanzitutto la Fiorentina, l'Udinese, la Lazio, la Roma, il Milan, Pisa, Messina, Frosinone, a dicembre ci sarà la prima verifica e le «tarature» necessarie, poi il via ufficiale con la stagione sportiva 2009-2010.

Come nasce Quello dalla tessera del tifoso è un progetto che parte da lontano. Francesco Taliente, attuale questore di Firenze e da questo l'accelerazione della tessera in quella città, ne è il padre putativo. Con lui cominciarono le prime battaglie che il suo successore ha poi finito di placare e il progetto — che vede in prima linea Coni, Figc e Leghe professionistiche — è in dirittura d'arrivo.

A cosa serve «Non voglio che sia confusa con l'abbonamento», chiarisce subito Ferlizzi che aggiunge: «La Tessera è un ulteriore tassello che si inserisce nella profonda ristrutturazione del calcio italiano che stiamo portando avanti: essa assolve ad un'esigenza che nasce dal mondo dello sport, perché le società vogliono avere tifoserie sempre più selezionate e questo si sposa con le esigenze di sicurezza che sono il nostro primario obiettivo».

Come funziona Ogni tifoso potrà richiederla al club di cui è sostenitore, la tessera verrà concessa dopo aver ricevuto il placet dalle questure e garantirà che il possessore non ha precedenti per fatti violenti. In caso di coinvolgimento in incidenti, la tessera (una sorta di carta d'identità che consente anche ingressi preferenziali ai tornelli) verrà bloccata automaticamente. A rischiare, però, sono pure le società che se non controllano adeguatamente la loro distribuzione possono essere escluse dal progetto.

LA GAZZETTA DELLO SPORT
27/05/08

Giovani Ora è alt ai body

No ai supercostumi
nelle gare giovanili
per frenare la corsa
a tecnologia e costi

● Ogni nuotatore (già da ragazzino) dispone di circa 3 costumi: forniti dalla società di appartenenza o comprati dai genitori. Da quando è ripresa la caccia al body più veloce, nelle piscine è ripreso l'effetto panico sui costi. Un superboddy costa non meno di 300 euro, e dunque per una famiglia che porta ai corsi di nuoto un figlio, oltre all'iscrizione la voce costume comincia a farsi sentire, a preoccupare. Così ieri la federazione italiana, probabilmente perché sollecitata dalla base, ha voluto rendere ufficiale la sua nuova posizione. E si tratta di una posizione «proibizionista» che va dunque in posizione opposta a quella dell'irruzione della tecnologia più sfrenata (poliuretano, neoprene), della liberalizzazione selvaggia sancita dalla federazione mondiale.

In breve: alt ai costumi lunghi, i bodysuit, nelle gare giovanili ragazzi e juniores, organizzate dalla Fin. Saranno ammessi solo i costumini per gli esordienti e, in seguito, per i ragazzi.

«La Fin — rileva una nota — ritiene non condivisibile e altamente diseducativo che atleti in via di formazione, in particolare quelli appartenenti alle fasce di età inquadrati nelle categorie giovanili, possano essere indotti a pensare che per costruire la propria carriera sia sufficiente ricorrere ai vantaggi offerti dalla tecnologia, anziché impegnarsi quotidianamente negli allenamenti per acquisire la tecnica migliore e la condizione psicofisica ottimale».

GAZZETTA DELLO SPORT

27/05/08

INFANZIA: CARFAGNA, VAREREMO LEGGE CHE TUTELI MINORI (V. "INFANZIA: UN MINORE SU 4..." DELLE 13.24) ROMA

(ANSA) - ROMA, 26 MAG - I dati sulla condizione dei minori in Italia che emergono dal quarto Rapporto sui diritti dell'infanzia e dell'adolescenza "fanno riflettere sull'errata tendenza tutta italiana di focalizzare il tema delle pari opportunità soprattutto su questioni di genere e di razza, tralasciando spesso i veri deboli della nostra società, quei bambini indifesi verso i quali abbiamo i maggiori doveri". Così il ministro per le Pari Opportunità, Mara Carfagna, commenta la "fotografia" della condizione infantile nel nostro Paese. "Faccio pertanto mio - aggiunge il ministro - l'appello di Save the Children e delle altre associazioni e organizzazioni coinvolte nel rapporto, per dar vita a un Piano Nazionale Infanzia, valutando anche l'istituzione del Garante nazionale per l'Infanzia e l'Adolescenza". "Compito di questo governo - conclude - sarà quello di varare una legge per la tutela dei minori, nella consapevolezza che trascurando le giovani generazioni e non combattendo la denatalità, l'Italia rischia la marginalizzazione demografica e sociale nel mondo occidentale".

(ANSA).

INFANZIA: CIOFFI (MPA), URGENTE ISTITUIRE GARANTE NAZIONALE ROMA

(ANSA) - ROMA, 26 MAG - E' urgente un decreto che istituisca il Garante nazionale per l'infanzia ed è necessario recuperare il lavoro fatto nella scorsa legislatura e mettere in condizione la nuova commissione bicamerale infanzia di funzionare al più presto: è la "ricetta" di Sandra Cioffi (Mpa) per affrontare l'emergenza infanzia e adolescenza in Italia. "Aumento vertiginoso della povertà, nuove forme di violenze sui minori e dei minori, uso dannoso delle nuove tecnologie - afferma Cioffi, che nella scorsa legislatura è stata segretaria della Commissione - sono solo alcune delle emergenze che ultimamente sono state affrontate in maniera bipartisan e concreta". Proprio per questo è necessario, secondo Cioffi, recuperare il lavoro già fatto e mettere in condizione la nuova commissione di impegnarsi al più presto perché sia nel governo che nel Parlamento l'infanzia sia davvero considerata una priorità. "L'Italia, rispetto al resto d'Europa - conclude - investe troppe poche risorse a favore dei minori. E' necessario quindi un radicale cambiamento così come è fondamentale che in tempi brevissimi sia istituita la figura del garante nazionale dell'infanzia". A questo proposito, "sarebbe opportuno un decreto che magari tenga conto anche del lavoro bipartisan fatto durante la passata legislatura". (ANSA).

INFANZIA: LORENZIN (PDL), EDUCARE ALLA RESPONSABILITA' ROMA

(ANSA) - ROMA, 26 MAG - Beatrice Lorenzin, del Pdl, commenta il rapporto sull'infanzia e l'adolescenza, notando che ne emergono "piaghe che si pensavano debellate come la dispersione scolastica e lo sfruttamento del lavoro minorile". Inoltre droga e alcolismo "continuano a proliferare tra i giovanissimi grazie ad una cultura normalizzante dell'uso di sostanze". Per la Lorenzin, "è necessaria attenzione da parte di tutte le amministrazioni affinché i servizi alla persona non siano sempre il fanalino di coda dei bilanci pubblici". Ma, per la parlamentare, "dietro c'è almeno un ventennio di cultura che ha totalmente abbandonato il concetto di responsabilità personale e di meritocrazia". Per questo, "dalla scuola all'università bisogna insegnare ai ragazzi italiani ad essere consapevoli e responsabili delle proprie azioni, così come introdurre in modo chiaro il merito in ogni aspetto della propria vita. Le famiglie sono sempre più spesso lasciate sole ed incapaci - è la conclusione - di contrastare fenomeni di degrado e disagio giovanile". (ANSA).

INFANZIA: PEDIATRI E PSICHIATRI, SITUAZIONE PREOCCUPANTE (V. 'INFANZIA: UN MINORE SU 4 ...', DELLE 13.24) ROMA

(ANSA) - ROMA, 26 MAG - Preoccupa pediatri e psichiatri il quadro tracciato dal Rapporto sui diritti dell'infanzia e l'adolescenza in Italia, secondo cui è a rischio povertà un minore su quattro: Dati, affermano gli esperti, confermati da precedenti rilevazioni e che dimostrano come sia necessario un intervento tempestivo per invertire i fenomeni di degrado che sempre di più riguardano i ragazzi, mettendo a serio rischio la loro salute fisica e psicologica. "E' evidente - ha affermato il presidente della Società italiana di pediatria (Sip) Pasquale di Pietro - il fenomeno di degrado delle situazioni che riguardano bambini e adolescenti. C'è una disattenzione nei confronti dell'infanzia sia italiana che straniera. Ma tale fenomeno, oggi potrebbe ancora essere controllato e 'riposizionato' a patto che ci siano risorse e misure adeguate". In caso contrario, ha avvertito Di Pietro, "questo che oggi è un campanello d'allarme potrebbe diventare una vera emergenza. Il rischio - ha aggiunto - è pure che diminuisca la prevenzione e si arrivi ad un'emergenza infanzia anche in termini di salute". E sull'allarme povertà concorda il neuropsichiatra infantile dell'Università La Sapienza di Roma Gabriel Levi: "La povertà in senso economico stretto - ha sottolineato - riguarda il 10% dei bambini e adolescenti, mentre un altro 15% di minori risente di una povertà nel senso di una mancanza di servizi e risorse sociali". C'è inoltre, secondo lo specialista, un altro dato allarmante: "Condizioni di disagio psicologico - ha detto - si riscontrano nel 12% dei minori, ma tale percentuale sale al 30-40% nelle fasce povere".

Oggi, ha aggiunto il neuropsichiatra, "ci sono fenomeni di grande instabilità sociale e c'è, rispetto ad una generazione fa, una maggiore condizione di insicurezza sul proprio futuro. Tutto ciò implica che disturbi di personalità si inizino a diagnosticare già a partire dai 12 anni".

Insomma, ha concluso Levi, "c'è una situazione di emergenza: la povertà, insieme ad altri fattori come una società ad alta mobilità ed anche un aumentato disagio sociale, hanno infatti portato ad una crescita dei disturbi di personalità a livelli preoccupanti". (ANSA).

CR/

MINORI: BERTOLINI, PREOCCUPANTE CONDIZIONE MINORILE ROMA

(ANSA) - ROMA, 26 MAG - "La condizione dei minori in Italia é davvero preoccupante. I dati estremamente allarmanti, diffusi oggi dal gruppo Crc, suggeriscono di inserire tra le priorità del Governo Berlusconi l'approvazione di uno specifico piano nazionale e l'istituzione di un garante per l'infanzia". Lo afferma Isabella Bertolini, del Pdl. "Un paese civile - dice - non può continuare a tollerare che il 24% della popolazione infantile sia esposto al rischio di vivere in uno stato di povertà diffusa.

Troppi ragazzi in Italia, quasi un milione, abbandonano prematuramente la scuola. Mi auguro che il Ministero della Pubblica Istruzione vorrà intervenire prontamente con misure di efficace contrasto alla dilagante piaga dell'abbandono scolastico. Sfruttamento del lavoro minorile ed abusi sessuali completano un quadro davvero inquietante. Sono sicura che il nuovo esecutivo saprà incrementare la spesa sociale a favore dell'infanzia per tentare di risolvere un problema lacerante e doloroso che colpisce vittime innocenti ed indifese." (ANSA).

MINORI: VELTRONI, LOTTA A IMPOVERIMENTO VERA PRIORITA' ROMA

(ANSA) - ROMA, 26 MAG - "In questi giorni ho ricordato come la vera priorità in Italia sia quella rappresentata dall'emergenza dei bassi salari, stipendi e pensioni. Ora i dati sulla condizione dei minori confermano una situazione di estrema fragilità sociale e di un grave rischio di impoverimento". Lo sottolinea Walter Veltroni, segretario del Pd. "L'abbandono scolastico accompagnato da lo scivolamento verso la povertà di un ragazzo su quattro (e la percentuale cresce se si guarda alle famiglie numerose o a quelle con un solo genitore) - spiega - sono la riprova di questa emergenza. Il Pd richiama il governo a presentare subito provvedimenti efficaci e all'altezza dei problemi. Finora abbiamo visto invece altre priorità e provvedimenti parziali e insufficienti: portiamo subito in Parlamento questi problemi e investiamo tutte le risorse disponibili a far crescere salari e pensioni, anche con l'obiettivo di far ripartire l'economia italiana". (ANSA).

INFANZIA: MUSSOLINI, EMERGENZA DA AFFRONTARE UNITARIAMENTE ROMA

(ANSA) - ROMA, 26 MAG - Le questioni relative all'infanzia e all'adolescenza vanno affrontate unitariamente. E' quanto afferma Alessandra Mussolini, segretario nazionale di Azione Sociale e deputato del Popolo della Libertà, commentando il quarto Rapporto su "I diritti dell'infanzia e dell'adolescenza in Italia". "Credo - afferma - che i dati emersi siano uno specchio reale della situazione. Anzi, probabilmente ci dobbiamo confrontare con una stima più favorevole rispetto ai dati effettivi. Povertà, violenze, disagi, diritti violati debbono essere affrontati come una emergenza improcrastinabile sulla quale si gioca il futuro della nostra stessa società. I segnali quotidiani, oltre agli autorevoli dati offerti dallo studio - prosegue Alessandra Mussolini - impongono l'adozione di immediati provvedimenti a tutela dell'infanzia e della adolescenza, di fronte ai quali non debbono esistere logiche di parte e di schieramento. E' questo un terreno dove - conclude l'esponente del Pdl - lavorare insieme a tutti coloro i quali possono portare contributi è un dovere". (ANSA).

MINORI: CONSOLO, SFORZO BIPARTISAN PER ISTITUIRE GARANTE ROMA

(ANSA) - ROMA, 26 MAG - "L'istituzione del Garante per l'infanzia è una scelta opportuna. Alla politica è richiesto uno sforzo bipartisan di umanità e buon senso perché i minori siano concretamente tutelati da tutte le situazioni di sfruttamento e abuso". Così Giuseppe Consolo, deputato del Pdl e vice presidente della Giunta per le autorizzazioni a procedere della Camera dei Deputati commenta i dati del Rapporto su "I diritti dell'infanzia e dell'adolescenza in Italia", presentato oggi dal Gruppo CRC. "Occorre certo fermezza contro il lavoro minorile, la prostituzione e la pedopornografia - spiega - ma si accendano i riflettori anche sull'orrore delle pratiche di

mutilazione genitale femminile, in particolare l'infibulazione, che anche nel nostro Paese, secondo stime non ufficiali, fino alla promulgazione della Legge del 2006, sono state in media 40mila ogni anno". "Nell'adozione di un necessario Piano Nazionale per l'Infanzia - conclude - occorre istituire anche un osservatorio che monitori il fenomeno dell'infibulazione e la rigida applicazione di una Legge che tende a cancellare la vergogna di circa 123 bambine al giorno mutilate sessualmente". (ANSA).

INFANZIA: BOCCIARDO (PDL), SUBITO LA FIGURA DI UN GARANTE (V. INFANZIA: UN MINORE ITALIANO SU 4 A RISCHIO...) DELLE 12.15 ROMA

(ANSA) - ROMA, 26 MAG - "Purtroppo non sono stupita dai dati emersi dal quarto rapporto su "I diritti dell'infanzia e dell'adolescenza in Italia".

Questo il commento della deputata del Pdl Mariella Bocciardo. "Sapere che un ragazzino su quattro è a rischio povertà è condizione sufficiente per capire con quanta inadeguatezza ci si è mossi finora in questo campo. Recependo in anticipo quanto sottolineato dal Rapporto, - conclude Bocciardo - ho ripresentato la mia pdl sul Garante per l'Infanzia (n.127), conscia dell'importanza, ormai non rinviabile, di questa figura per la tutela e la protezione di tutti i minori". (ANSA).